

Zeitschrift: Arbido-B : Bulletin

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Archivare; Verband der Bibliotheken und der Bibliothekarinnen/Bibliothekare der Schweiz; Schweizerische Vereinigung für Dokumentation

Band: 9 (1994)

Heft: 1

Rubrik: Umschau = Tour d'horizon

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Umschau / Tour d'horizon

Une proposition bien alléchante!

Workshop «Massenrestaurierung moderner Papiere», Lucerne, le 26 octobre 1993

Un séminaire pour la promotion du nouveau produit Filmoplast R* s'est tenu le 26 octobre à Lucerne. Chaque participant(e) a reçu une plaquette publicitaire décrivant les produits Filmoplast, ainsi qu'un échantillon de papier «Japon» enduit de colle thermoactivable appelé Filmoplast R. La présentation dudit produit a débuté par une séance d'information au sujet du développement du Filmoplast R, puis nous avons eu droit à une démonstration de la machine permettant le scellage à chaud. Une discussion ouverte a suivi; elle a offert à chacun et à chacune l'opportunité de poser quelques questions et de donner son avis quant au procédé.

Démarche marketing maladroite qui soulève ou scepticisme ou enthousiasme, à coup sûr la curiosité. Allait-on enfin nous proposer la divine solution? La quête du Saint Graal touverait-elle son aboutissement?

Que nenni! Serais-je tenté de répondre. Nos hôtes corrigent tout de suite le tir, et l'on parle soudain de «Massenkonservierung». Ma première impression est amère, j'ai le sentiment d'avoir été quelque peu trompé. Je feuillete donc, pour me rassurer, ma plaquette publicitaire et je découvre une énumération de noms à caractère scientifique et de rengaines passablement usitées. À nouveau, je suis partagé entre les propos solennels, soutenus par des termes techniques voire alchimiques, et le déjà et trop souvent entendu. Je connais toute cette problématique, j'y suis confronté quotidiennement. Tiens! Plus loin, je remarque un pseudo-original qui, de plus, est daté de 1859 et en chiffres romains s'il-vous-plaît! Là, on exagère un peu l'authenticité. Serait-ce une contrepartie rassurante en regard de l'aventureux procédé? Mais ma gorge se serre littéralement lorsque j'aperçois ces affreuses, terribles et maudites bandes autocollantes apposées sur des originaux... et encore, je ne suis pas arrivé au comble de ma stupeur: on double innocemment un livre à l'aide d'une feuille adhésive transparente! Et tout cela sous le sceau de la conservation et de la restauration!

J'essaye de me ressaisir et de rester objectif; en effet, toute proposition ne peut être ou noire ou blanche. Je poursuis la lecture de ma plaquette et je remarque que ce procédé a subi quelques tests avec succès. Si je considère les tests de vieillissement en général, je me demande toujours quels sont les critères d'évaluation de la résistance au processus de vieillissement. Qui peut me dire à quoi correspondent 72 heures à 105° Celsius? 20 ans? 100 ans?

500 ans? Si vous, conservatrices, aviez de telles conditions climatiques dans vos magasins, je vous inviterais à vous recycler joyeusement dans l'industrie boulangère!

Je gage que les scientifiques seraient bien embarrassés de me donner une réponse pratique. Je ne dénigre pas ces travaux mais je souhaite que l'on prenne du recul par rapport à ces informations. Bien que je comprenne le besoin de références, il existe tant de normes, de tests que le commun des mortels y perd son latin, si bien que l'on en vient à croire que ces normes sont élaborées pour les besoins de la cause!

J'admet, certes, que l'on puisse confronter différents papiers ou autres produits qui ont subi les mêmes traitements extrêmes afin de comparer leurs résistances résiduelles respectives, mais je reste perplexe devant la prolifération des normes. Nous n'avons que peu d'expérience du vieillissement dans un milieu climatique optimal, ces tests ne peuvent tenir compte de tous les facteurs qui accélèrent et favorisent l'altération du papier. Aussi, je ne prononcerai pas sur la validité du test présenté.

Et si nous parlions de réversibilité?

Ah! Tous ces restauratrices se sont fait un malin plaisir à trouver LE talon d'Achille! Ce fut aussi l'une de mes premières réactions, mais je ne me suis pas arrêté à cette seule considération que je qualifierais de secondaire, j'y reviendrai.

La température de scellage recommandée (120°) m'a paru quelque peu excessive. J'ai donc procédé à quelques tests et j'ai déjà pu observer, lors du scellage du «sandwich», une rétraction du format de l'original de l'ordre de 0,8% dans le sens des fibres et de 0,4% dans le sens contraire. Ce qui signifie qu'une partie importante de la teneur naturelle en eau du papier avait subitement baissé, ce qui est inévitable à pareille température. Ceci est un authentique procédé de vieillissement artificiel! Le papier couché/satiné est encore plus sensible, le dégagement de vapeur d'eau forme en effet des cloques en son milieu.

Puis j'ai essayé, je dis bien essayer d'enlever le papier de doublage en suivant les recommandations de la plaquette publicitaire et celle du représentant de l'entreprise Neschen, c'est-à-dire à l'aide d'acétone, d'alcool ou par réchauffement. Les essais ont été faits par immersion dans les solvants et par

* Le Filmoplast R est un produit de l'entreprise Neschen, située en Allemagne. Il est représenté et distribué, pour la Suisse, par la maison Nettra à Littau. Le Filmoplast est constitué d'un papier «Japon» d'environ 8,5 g/m² enduit d'une colle thermoactivable. Ce produit est proposé pour le renforcement des documents fragilisés et fragmentés sans pour autant en éliminer l'acidité ou en modifier l'état chimique. Ce renforcement est obtenu par le scellage de l'original par un passage dans un système de rouleaux dont la température est portée à environ 120° Celsius.

aspersion. Il en résulte que, pour l'acétone et l'alcool, le papier «Japon» se détache en laissant environ 80% de la colle sur l'original. Celle-ci se présente sous la forme d'un film blanchâtre et si l'on tente de l'éliminer avec de l'acétone, celui-ci dissout et disperse la colle dans l'original. Quant à l'alcool, il faut procéder à un raclage ou à un nettoyage par abrasion à l'aide d'un morceau d'ouate imbibé. Donc si l'original est fragile, on agira avec une extrême minutie.

La réversibilité à la chaleur reste, pour moi, une énigme! La démonstration faite durant le séminaire avec une spatule chauffante tenant plus d'une contre-publicité qu'autre chose, j'ai opté pour l'emploi d'un générateur d'air chaud «Leister-Labor», utilisé généralement pour le décollage desdites bandes adhésives. Cet exercice s'est avéré être à la limite de la jonglerie: tenir l'original, tirer sur le papier «Japon» et diriger le flux d'air. Les salles de remise en forme et de culturisme n'ont qu'à bien se renir, un concurrent sérieux est sur le marché! Finalement, seul l'alcool constitue une solution acceptable, à condition bien entendu que le temps ne vous soit pas compté.

Mais revenons à ce principe universel et absolu qu'est la réversibilité. Que dire du document dont le support papier est dégradé, fragmenté et dont les encres sont solubles dans l'eau? La plupart des restauratrices recourront au doublage de l'original à l'aide de papier «Japon» légèrement encollé d'amidon et presque sec. N'y a-t-il pas irréversibilité dans ce cas? L'eau ne pourra en effet être employée comme solvant pour cette technique sous peine de voir disparaître les encres. Il me semble aussi utile de préciser que l'utilisation de l'amidon préparé suivant la méthode dite japonaise, comme adhésif de doublage, présente le même désavantage, et lorsque les documents sont particulièrement fragilisés, il est même parfois nécessaire de recourir à l'emploi d'enzymes.

Donc le principe de réversibilité peut être relatif et surtout, dépendant de la qualité et de la forme de l'original.

Cette dernière réflexion m'amène à vous dire qu'il n'y a pas de raison de tout rejeter.

Il existe un potentiel d'applications avantageuses pour le Filmoplast R. Ce produit peut effectivement prolonger la vie de certains types de documents: les documents d'importance moyenne et qui nécessitent un traitement immédiat pour leur consultation, les documents dont la conservation est limitée dans le temps, les documents qui ne peuvent subir de traitements aqueux.

Le Filmoplast R peut donc nous apporter un soutien réel, mais la décision de l'utiliser exige une concertation véritable entre l'(a)e conservatrice et l'(a)e restauratrice:

Ma réaction a été vive parce que je trouve pré-somptueux de proposer ce produit comme la solution qui permettrait de faire face efficacement à la masse des documents acides, et parce que je trouve dangereux de mettre un tel produit dans des mains inexpertes dans la mesure où de graves problèmes pourraient en résulter. Je suis le premier à saluer les efforts et l'intérêt de l'industrie pour les

problèmes de conservation. Mais, s'il-vous-plaît, cessez de nous abreuver de carbonate de calcium à tort et à travers! Le sujet est trop grave pour qu'on ne nous présente pas les techniques clairement et objectivement. Nous sommes clients et nous sommes en droit d'exiger une information franche.

Dans l'intérêt de votre propre crédibilité, Mesdames et Messieurs les industriel(les), collaborez avec les restauratrices: les documents seront les premiers à en profiter.

Joël Aeby, restaurateur, Archives fédérales

Bericht über die Veranstaltung «Bibliotheks- und Dokumentationsrecht» der Fort- bildungskommission BBS

22 Interessierte aus Bibliotheken, Dokumentationsstellen und Archiven nahmen an der Veranstaltung teil, die am 9. und 23. November 1993 in Räumen der Universität Zürich stattfand. Anlass zu diesem Seminar war das Erscheinen der Publikation «Schweizerisches Bibliotheks- und Dokumentationsrecht» von Dr. Hans Rainer Künzle. Inhalt und Thematik sollten einer breiten Öffentlichkeit bekanntgemacht werden.

Der Seminarleiter Dr. Hans Rainer Künzle eröffnete die Veranstaltung mit einem Überblick über den Inhalt der beiden Kurstage und einer Einführung in die Satzung der Bibliotheken, Archive und Dokumentationsstellen (Träger, Kompetenznormen und Rechtsform).

Dr. Martin Vonplon informierte in seinem Vortrag «Das Recht des Bibliothekspersonals» über Fragen der Anstellung, der Pflichten und Rechte des Personals und über die Problematik der Auflösung des Anstellungsverhältnisses.

Dr. Christmuth Flück erörterte die verschiedenen «Datenschutzprobleme in Bibliotheken», erläuterte das neue Bundesdatenschutzgesetz in seinen Grundzügen und machte unter anderem aufmerksam auf schützenswerte Daten in Bibliotheken, auf das Recht der Benutzerinnen und Benutzer auf die vertrauliche Behandlung ihrer Daten und auf die Instruktionspflicht der an Information/Ausleihe tätigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter.

Dr. Hildebert Kirchner referierte über «Rechtsfragen der Bibliotheksfinanzen». Er erläuterte insbesondere die Grundsätze des Haushaltsausgleichs und der Gesetzmäßigkeit, der quantitativen und qualitativen Bindung der Haushaltssmittel und den Grundsatz der Wirtschaftlichkeit.

Am zweiten Kurstag orientierte Dr. Tudor Pop in seinem Referat über die «Rechtsstellung der Benutzerinnen und Benutzer». Er wies insbesondere darauf hin, dass Rechte und Pflichten der Benutzerinnen und Benutzer von der Rechtsform der Institution und deren Benutzungsordnung abhängen.

«Rechtsfragen beim Bucherwerb» war das Thema des Vortrags von Lotte Kunz. Sie ging auf branchenspezifische Fragen bei Kauf, Versteigerung, Tausch, Schenkung und Dauerleihe sowie auf «Ersitzung» und Fund der verschiedenen in Bibliotheken gebräuchlichen Bibliotheksmaterialien ein.

Gabriel Frossard, Mitglied der Urheberrechtskommission BBS, erläuterte das seit Oktober 1992 in Kraft gesetzte Bundesgesetz über das Urheberrecht und verwandte Schutzrechte und wies auf die Konsequenzen für Bibliotheken, Dokumentationsstellen und Archive hin.

Dr. Hans Rainer Künzle gliederte sein Referat «Rechtsfragen der Datenbankbenutzung» in die Kapitel: Benützung der Dokumentationsstelle, Beratung durch die Dokumentationsstelle, CD-Benutzung, Informationsvermittlung und Online-Datenbankbenutzung. Insbesondere machte er aufmerksam auf die Bestimmungen, die ein Datenbankbenutzungsvertrag enthalten sollte.

Am Ende der beiden Kurstage blieb rund je eine Stunde Zeit, den jeweiligen Experten Fragen zu stellen. Diese Gelegenheit wurde von den Teilnehmerinnen und Teilnehmern denn auch rege benutzt. Von Rechtsfragen, die sich neu mit der automatisierten Ausleihe stellen, bis zu Unsicherheiten, die das Datenschutz- und Urheberrechtsgebot mit sich bringen, wurde eine breite Palette von Bibliotheksrechtsfragen diskutiert und erörtert. Im Namen der Teilnehmerinnen und Teilnehmer sei allen Referenten und der Referentin, im speziellen aber dem Seminarleiter Dr. Hans Rainer Künzle herzlich gedankt, haben sie es doch verstanden, die Materie des Bibliotheksrechts anschaulich darzustellen, deren Wichtigkeit zu betonen und Konsequenzen aufzuzeigen.

Für die Fortbildungskommission BBS, Marlis Werz

«Ein Land verliert sein Gedächtnis...»

Eine Informationsveranstaltung der Arbeitsgruppe «Audiovisuelles Kulturgut» am 19. November 1993

Im Rahmen der von der Arbeitsgruppe «Audiovisuelles Kulturgut» lancierten Sensibilisierungskampagne zur Erhaltung des audiovisuellen Kulturgutes «Ein Land verliert sein Gedächtnis...» haben Frau Bundesrätin Ruth Dreifuss, Vorsteherin des Eidgenössischen Departements des Innern, Antonio Riva, Generaldirektor der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft (SRG), und Frau Ständerätin Rosemarie Simmen an einer Informationsveranstaltung in der Schweizerischen Landesbibliothek die Dringlichkeit und Notwendigkeit der Erhaltung und systematischen Aufbewahrung der audiovisuellen Kulturgüter (Film, Video, Ton, Foto,

aber auch die auf Papier überlieferten Dokumente) für unser Land und seine späteren Generationen betont.

In einer Kurzansprache wies Bundesrätin Dreifuss darauf hin, dass die von der Schweizerischen Landesphonotek in Lugano und der Cinémathèque suisse in Lausanne wahrgenommene, grosse Arbeit um die Erhaltung dieses gefährdeten Kulturgutes allein nicht genüge, um zu verhindern, dass weiteres, wertvolles audiovisuelles Material in absehbarer Zeit für immer verloren geht. Wenn nicht unverzüglich Massnahmen ergriffen und Möglichkeiten geschaffen würden, sei auch das bis heute bereits Geleistete gefährdet. Der Sensibilisierungskampagne hätten nun Massnahmen zu folgen, die die fortschreitende Zerstörung dieser audiovisuellen Dokumente aufzuhalten vermögen. Antonio Riva, Generaldirektor SRG, erinnerte daran, dass die Kulturaufwendungen der SRG in den Programmen jährlich über eine Viertelmiliarde an direkten Kosten ausmachen, was denn auch über einen Viertel des Umsatzes der SRG bedeute. Aber auch auf das Aufbewahren der Bild- und Tonträger lege die SRG grosses Gewicht, was er mit einigen Zahlen belegen konnte: etwa 1,5 Millionen Tonträger und 250 000 Bildträger werden durch 160 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter auf einer Archivfläche von insgesamt rund 8500m² und mit jährlichen Betriebskosten von über 23 Millionen Franken archiviert und ausgewertet.

Frau Ständerätin Rosemarie Simmen, Präsidentin der Stiftung Pro Helvetia, beleuchtete die Problematik aus der Sicht der Politikerin. Ausgehend von der heutigen Situation mit einem hohen Stellenwert der audiovisuellen Mittel in unserer Gesellschaft, gerade auch im Bereich der Politik, hob Frau Simmen den dokumentarischen Wert des audiovisuellen Kulturgutes hervor. Die Aufbewahrung von Bild- und Tondokumenten sei wichtig, um Abfolgen und Entwicklungen erkennen und nachvollziehen zu können. Frau Simmen schloss mit der Forderung, die audiovisuelle Überlieferung, die der schriftlichen längst gleichwertig sei, dieser auch bezüglich Aufbewahrung gleichzustellen.

Über den Stand der Arbeiten der Arbeitsgruppe «Audiovisuelles Kulturgut» informierte Christoph Graf, Direktor des Bundesarchivs. Nach einem Überblick über die Problematik und die bisherige Geschichte des Projektes einer schweizerischen Mediathek stellte Graf einige von der Arbeitsgruppe erarbeiteten Lösungsansätze vor.

Die zahlreichen Teilnehmer und Teilnehmerinnen der Veranstaltung konnten sich an Informationsständen anhand von Exponaten und Videos ein Bild über den alarmierenden Zustand des audiovisuellen Kulturgutes machen und sich über Möglichkeiten und Massnahmen der Restaurierung und Konserverung orientieren lassen. Die Organisatoren zeigten sich überrascht von der grossen Beteiligung an der Medienveranstaltung; ein erstes Indiz dafür, dass das Problem einen hohen Stellenwert bei den Verantwortlichen in Archiven und Bibliotheken und in der Forschung hat.

F. Lendenmann

Die Boalt Hall Law Library, University of California, Berkeley (USA)

Der folgende Artikel ist das Ergebnis eines zweimonatigen Austausch-Praktikums und stellt eine nordamerikanische Rechtsbibliothek vor, wobei das Hauptgewicht auf die Aufzählung und Beschreibung von angewandten technischen Hilfsmitteln gelegt wurde.

1. Einführung

Die Boalt Hall Law Library mit seinem hochstehenden Medienbestand von 550 000 Monographien und 6000 Periodika gehört zu den wohl wichtigsten und renommiertesten Rechtsbibliotheken an der Westküste der Vereinigten Staaten. Sie ist ebenso eine Depot-Bibliothek offizieller US-Bundes- und kalifornischer Dokumente. Im gleichen Gebäude sind noch zwei von der Bibliothek unabhängige Institutionen beherbergt, die aus privaten Stiftungen finanziert werden. Es sind die «United Nations Library» und die Redaktion des «Index to Foreign Legal Periodicals». Professor Bob Berring ist Bibliotheksdirektor und Thomas H. Reynolds ist für das internationale Recht zuständig, er ist auch der Herausgeber des «Index to Foreign Legal Periodicals». Das Einkaufs-Jahresbudget (1992) von über einer Million US-Dollars wird in zwei Drittel für Periodika und ein Drittel für Monographien aufgeteilt. Die Gelder der Bibliothek fließen aus vier Quellen. Den Löwenanteil trägt der Staat Kalifornien mit zirka einer halben Million Dollar, gefolgt von der Robbins-Stiftung mit etwa 350 000 Dollar und der Law School mit einem Beitrag von zirka 150 000 Dollar. Der Rest fällt auf Diverses. Von allen vier Finanzquellen sind nur die Robbins-Gelder nicht gebunden und erlauben der Leitung der Bibliothek freie Wahl im Einkauf der Medien. Aus den Robbins-Geldern werden auch die Subskriptionen aller Datenbanken finanziert und sogar ein Kontoüberzug wird, im Gegensatz zu den übrigen Geldgebern, von der Robbins-Stiftung toleriert und ausgeglichen. Beim Verbrauch der Staatsgelder muss die Administration sehr genau rechnen, denn ein Kontoüberzug ist nicht erlaubt und im Gegenzug zieht ein Nichtverbrauch des Budgets im nächsten Jahr eine entsprechende Kürzung nach sich.

2. Kataloge und Datenbanken

2.1 INNOPAC/INNOVAQ (Innovative)

Die Boalt Hall Law Library benutzt ein vollintegriertes Bibliothekssystem INNOPAC/INNOVAQ (Arix, VAX, IBM und Hewlett Packard Hardware), das nebenbei bemerk spezifisch für juristische Bibliotheken entwickelt wurde. Das System wurde von der Firma Innovative Interface Inc. in Berkeley erarbeitet.

Bis Ende 1991 hatte die Firma nicht weniger als 200 INNOPAC/INNOVAQ Systeme in den USA, Kanada, Hong Kong, Taiwan und Australien installiert. Ihre Expansionspolitik ist der geographischen Lage wegen eher gen Asien orientiert. Projekte in China, Japan und anderen Teilen Südostasiens sind in Vorbereitung. In Nordamerika sind mit diesem, von Benutzern und Fachleuten hochgepriesenen System noch folgende Bibliotheken, nur um einige zu nennen, ausgestattet: University of California, University of Maine, Wellesley College, National Institute of Health, University of Montreal und Toronto wie auch die bekannten Universitäts-Rechtsbibliotheken von Columbia und Yale. INNOPAC/INNOVAQ setzt sich aus vier Modulen zusammen, die auch einzeln gekauft werden können: Akquisition, Katalog (Katalogisierung), Ausleihe und Periodikakontrolle.

INNOPAC/INNOVAQ ist ein sehr benutzerfreundlicher Online-Katalog, der den gesamten Medienbestand der Bibliothek nachweist. Die bibliographische Suche kann mit: Autor, Körperschaft, Titel, Schlagwort (nach Library of Congress), Signatur oder einzelnen Wörtern aus dem Titel durchgeführt werden. Weitere Recherchemöglichkeiten sind: Sprache, Medienart, Standort, Verlag, Erscheinungsjahr, ISBN und ISSN. Ein Vorteil ist unter anderem, dass jeder Benutzer Auskunft nicht nur über die bereits aufgestellten Medien erhält, sondern auch über diejenigen, die erst in der Bearbeitung sind (beim Buchhändler bestellt, ausgeliehen, beim Buchbinder usw.). Auch eine einzelne, gerade eingetroffene Nummer eines Periodikums wird nach dem «Check-in» für den Benutzer sofort sichtbar. INNOPAC/INNOVAQ bietet dem Publikum noch eine ganze Reihe von Informationen an, wie zum Beispiel über: Öffnungszeiten, Reglement, Bibliotheksnachrichten (Änderungen, Neuigkeiten usw.), Tips für Suchmöglichkeiten in anderen Katalogen (bzw. Datenbanken), ja sogar eine Dialogrubrik, die der direkten Kommunikation zwischen der Bibliothek und seinem Publikum dient, ist vorhanden. Von Benutzern wird diese Rubrik für Anschaffungsvorschläge oder allgemeine Bemerkungen gebraucht. Der Inhalt der Rubrik wird dann von der Bibliotheksleitung ausgewertet und Brauchbares im Rahmen der Möglichkeiten realisiert.

2.2 GLADIS

GLADIS ist ein Publikumskatalog, der den Medienbestand aller auf dem Berkeley-Universitätsgelände befindlichen Bibliotheken ab 1977 wiedergibt.

Der Bestand der Boalt Hall Law Library wurde leider noch nicht vollständig integriert, weil die Bibliothek erst 1990 an GLADIS angeschlossen wurde.

2.3 MELVYL

MELVYL ist ein weiterer «online public catalog» der die Bestände von 11 kalifornischen Universitätsbibliotheken (Stanford inbegriffen) sowie einigen Spezialbibliotheken nachweist. MELVYL wurde von der «Division of Library Automation at the University of California» entwickelt. Der Medienbestand der Boalt Hall Law Library ist darin jedoch erst ab 1979

nachweisbar. Der Umgang mit MELVYL ist ein wenig komplizierter als mit INNOPAC/INNOVAQ. Ein grosser Vorteil des Katalogs liegt aber in der Möglichkeit der Konsultation, die von zu Hause aus mit einem PC durchgeführt werden kann.

2.4 RLIN (Research Libraries Information Network)
Der Grundstein zu RLIN wurde 1974 durch die Research Libraries Group (RLG) gelegt. Aus dem System «Ballots» (Bibliographic Automation of Large Library Operations using a Time-Shared System), das von der Universität Stanford entwickelt wurde, nahm 1978 RLIN seine Funktion auf. Heute schliesst RLIN Medienbestände von fast allen US-Forschungsbibliotheken (27 Mitglieder, Harvard, Yale und Columbia inbegriffen) sowie der Library of Congress, der National Library of Medicine und des US Government Printing Office ein. In den USA hat RLIN, neben OCLC (Ohio College Library Center) und WLN (Washington Library Network), sozusagen die Funktion eines US-Gesamtkatalogs inne, wobei es zusätzlich noch die Sammlungen der National Library of Canada und seit 1985 der British Library nachweist. Bekannt ist RLIN auch wegen seiner spezialisierten Datenbanken. Eine der wichtigsten ist der Kurzaufnahme-Katalog von Publikationen des 18. Jahrhunderts, der in Zusammenarbeit mit der British Library entstand und an die 200 000 Titel zählt.

RLIN dient vor allem der bibliographischen Kontrolle und dem interbibliothekarischen Leihverkehr. Der Katalog informiert über den aktuellen Status und Standort des Mediums. Die bibliographische Suche von Publikationen nichtlateinischer Schrift kann für sechs verschiedene Schriftarten durchgeführt werden, und zwar für chinesische, japanische, koreanische, kyrillische, hebräische und arabische, wobei nur Kyrillisch und Hebräisch mit der Standard-Tastatur eingegeben werden können, die anderen sind transliteriert. Für all die sechs Sprachen existiert ein «multiindexed dictionary». Für Katalogisierungs-Bibliothekare ist RLIN ein unentbehrliches Hilfsinstrument in Sachen richtiger Ansetzung von Eigennamen, Körperschaften oder der Wahl des geeigneten Schlagworts. Die Klassifikation richtet sich nach der Library of Congress, die in etwa 6000 Sachgebiete aufgeteilt ist.

Ausser den klassischen Medienarten findet der Forscher im RLIN auch audiovisuelles Material, Landkarten, technische Zeichnungen (Avery Architecture Library, Columbia Uni.), Manuskripte, Fotos usw. Die Boalt Hall Law Library ist wie auch alle anderen an RLIN angeschlossenen Bibliotheken dazu verpflichtet, ihre Daten der RLIN Datenbank zu übertragen. In der Bibliothek steht der RLIN-Terminal dem Publikum nur mit bibliothekarischer Assistenz zur Verfügung.

2.5 LEXIS und WESTLAW

LEXIS und WESTLAW sind zwei kommerzielle Datenbanken für primäre und sekundäre Quellen. Sie reflektieren die gesamte legislative Literatur der USA im Volltext und bieten einen sehr schnellen Datenzugriff. Die Daten der Primärquellen werden noch vor ihrem Erscheinen in Papierform, Shepard's

Daten ausgenommen (kommerzielle Gründe), greifbar gemacht. Ein praktisches Beispiel: die Entscheidungen und Meinungen der Supreme-Federal und Lokal Courts werden sogar noch vor ihrer Veröffentlichung in US Law Week oder Supreme Court Bulletin in den beiden Datenbanken nachgewiesen. Der Materialnachweis der beiden Systeme geht bis 1970 zurück und auf dem Gebiet der juristischen Forschung sind die beiden Datenbanken in den USA, von ihrer gegenseitigen Konkurrenz abgesehen, wohl konkurrenzlos.

2.5.1 LEXIS

Die geschichtliche Entwicklung von LEXIS geht in das Jahr 1967 zurück. Von der Ohio Bar Association ausgearbeitet, damals noch unter dem Namen OBAR, wurde 1973 die LEXIS Datenbank lanciert. Wie wichtig heute Datenbanken in den USA überhaupt geworden sind, beweist das kontinuierliche Wachstum der gespeicherten Daten. Neben der kompletten legislativen Dokumentation der USA, die in LEXIS in 20 «Specialty Libraries» aufgeteilt ist, bietet die Datenbank auch den Zugriff auf die juristische Literatur Grossbritanniens, des Commonwealths und der EG, letztere ist mit der CELEX-Datenbank abgedeckt.

Um die gigantische Informationenmenge noch ein wenig zu verdeutlichen, offeriert NEXIS, die eine integrierte Weiterentwicklung von LEXIS ist, seinen Benutzern über 350 US- und Übersee-Zeitungen und Zeitschriften in englischer Sprache und das im Volltext! Dazu kommen noch etwa tausend Materialquellen von Abstracts. Die Berichtzeiten im NEXIS sind unterschiedlich, die New York Times zum Beispiel ist ab Juni 1980 dokumentiert, die Warsaw Voice ab August 1990. Eine weitere bedeutende und integrierte Datenbank im LEXIS heisst MEDIS. MEDIS ist eine umfangreiche medizinische Datenbank, die unter anderem auch MEDLINE einschliesst.

2.5.2 WESTLAW

WESTLAW, auch «Computer-Assisted Legal Research» oder «CLAR Service» genannt, wurde von der West Publishing Company in St. Paul entwickelt. Die Datenbank nahm ihre Tätigkeit in den späten siebziger Jahren auf. Anfänglich wurden nur Veröffentlichungen des eigenen Verlagshauses aufgenommen, später jedoch, unter dem Druck des freien Wettbewerbs, auch fremde Publikationen. WESTLAW erfüllt die gleiche Aufgabe wie LEXIS. Der Unterschied zwischen den beiden Datenbanken ist gering. Da WESTLAW hauptsächlich Dokumente seines West Publ. Co. Verlages verwendet, der auf eine stolze verlegerische Tradition blicken kann (Verlagsgründung 1890), ist WESTLAW den meisten Fachleuten bei den Recherchen vertrauter als LEXIS. Vor allem seine sorgfältige redaktionelle Arbeit wird in Fachkreisen hochgeschätzt. Ebenso hat WESTLAW seinen Nachholbedarf gegenüber LEXIS mit seinem integrierten DIALOG (Dialog Information System) und VU/TEXT beinahe wettmachen können. DIALOG bietet heute den Zugriff auf über 200 zusammengefasste Kataloge und Datenbanken. VU/TEXT liegt zwar noch in seiner Kapazität weit hinter seinem Konkurrenten NEXIS zurück,

doch präsentiert er heute immerhin 60 Zeitungen (in englischer Sprache) im Volltext sowie eine Artikelauswahl aus 160 regionalen Zeitschriften, die über die allgemeinen Marktaktivitäten berichten. Wie weit der Quellenzugang im WESTLAW reicht, wird erst richtig durch die Einsicht in die «BNA Presidential Calendars» plakativ. Hier kann jeder Benutzer Einblick in die Agenda des US-Präsidenten haben und Auskunft über alle seine amtlichen Tätigkeiten wie auch die des Kongresses bekommen. Die redaktionelle Arbeit wird vom Bureau of National Affairs Inc. geleistet.

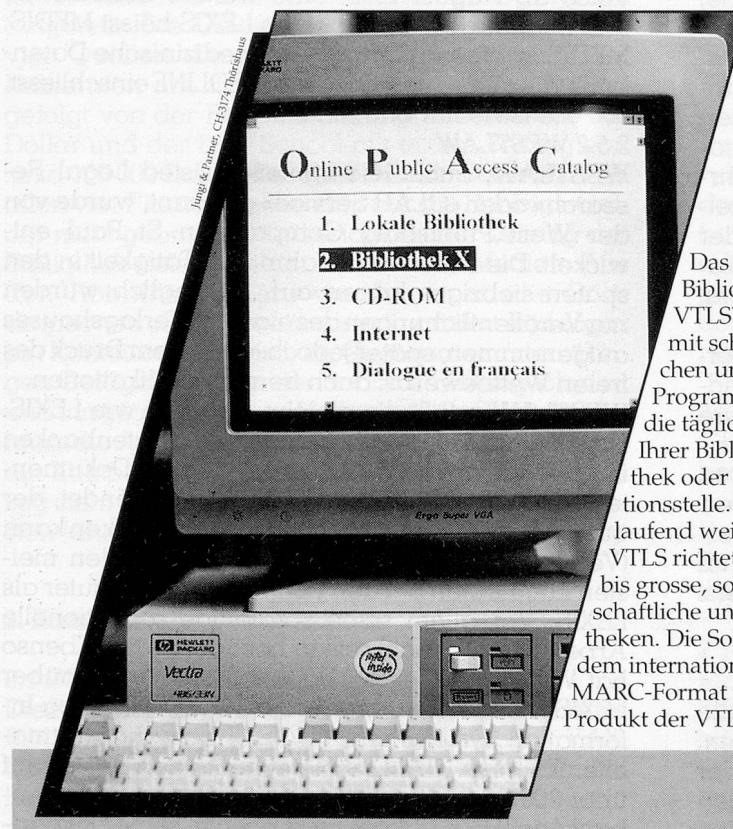
Das Abonnement auf WESTLAW und LEXIS erlaubt den Anschluss von mehreren Abfragestationen, somit können die beiden Datenbanken auch von zu Hause mit einem PC bequem befragt werden. Allerdings müssen alle Anfänger zuerst den von der Boalt Hall Law Library angebotenen Einführungskurs absolvieren.

Die Jahreskosten für LEXIS und WESTLAW hängen von der Anzahl der in der «Law School» immatrikulierten Studenten ab. Je mehr Benutzer, um so höher die Jahreskosten. Die Boalt Hall Law Library bezahlt jährlich für die beiden Grossdatenbanken zusammen etwa 60 000 US-\$.

M. Vurma
Institut suisse de droit comparé, Lausanne

Bibliographie

- Carrick, Kathleen M. – LEXIS : a legal research manual. – Dayton : Mead Data Central, 1989.
 Cohen, Morris L., Berring, Robert C., Olson, Kent C. – How to find the law. – 9th ed. – St. Paul : West Publ. Co., 1989.



1. Lokale Bibliothek
- 2. Bibliothek X**
3. CD-ROM
4. Internet
5. Dialogue en français

INNOVACQ user's manual. – Berkeley : Innovative Interfaces, 1991.

Jacquesson, Alain. – L'informatisation des bibliothèques. – Paris : Ed. du cercle de la librairie, 1992.

Johnson, Nancy P., Berring, Robert C., Woxland, Thomas A. – Winning research skills. – St. Paul : West Publ. Co., 1991.

Learning LEXIS/NEXIS : a handbook for modern legal research. – Dayton : Mead Data Central, 1991.

LEXIS, NEXIS : library contents and alphabetical list. – Dayton : Mead Data Central, 1991.

WESTLAW database list. – St. Paul : West Publ. Co., 1991.

WESTLAW reference manual. – 4th ed. – St. Paul : West Publ. Co., 1990.

Euro Center Schweiz: Information und Dokumentation für die schweizerische Export- wirtschaft

Der Bund hat die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung OSEC mit dem Aufbau und Betrieb des Korrespondenzzentrums der Schweiz zum EIC-Netz der Europäischen Gemeinschaften beauftragt. Damit ist unser Land – wie alle Mitgliedsländer der EG bzw. des EWR sowie die mittel-europäischen Länder – offiziell an dem von der EG 1987 ins Leben gerufenen System der «Euro Info Centres» (EIC) beteiligt. Zweck der Massnahme ist sicherzustellen, dass die Exportwirtschaft unseres Landes Zugang zu den für sie wichtigen Informationen aus dem «grossen Binnenmarkt» Europas und dem EWR hat.



Das integrierte Bibliothekssystem VTLS™ unterstützt mit schnellen, einfachen und zuverlässigen Programmfunctionen die täglichen Arbeiten Ihrer Bibliothek, Mediothek oder Dokumentationsstelle. Das System wird laufend weiterentwickelt. VTLS richtet sich an mittlere bis grosse, sowie an wissenschaftliche und Spezialbibliotheken. Die Software basiert auf dem internationalen Standard MARC-Format und ist ein Produkt der VTLS Inc., USA.

Le système VTLS™ est une solution informatique pour la gestion intégrée des bibliothèques, médiathèques et centres de documentation. Il est adapté régulièrement aux normes nationales et internationales.

VTLS s'adresse aux moyennes et grandes bibliothèques ainsi qu'aux bibliothèques scientifiques. Le logiciel utilise strictement les formats internationaux MARC. Il a été développé par la maison VTLS Inc., USA.

SWS SoftWare Systems AG
Freiburgstrasse 634,
CH-3172 Niederwangen
Tel. 031 981 06 66; Fax 031 981 32 63

SWS
SWS SoftWare Systems